Le mouvement communiste et ouvrier en Alsace-Lorraine des origines à l'après-guerre

Plan

Introduction

I. La naissance de la classe ouvrière en Alsace-Lorraine

II. Le développement du socialisme jusqu'à la Première Guerre mondiale

III. Alternance France/Allemagne, scission communiste et « malaise alsacien »

IV. L'annexion nazie et ses conséquences

V. Quelle évolution du mouvement dans l'immédiate après-guerre ?

Conclusion

Introduction

- Guerre des Paysans (1525). Mouvement général dans tout le Saint-Empire romain germanique dont fait partie l'Alsace. Lutte des paysans et d'une partie du clergé protestant pour leur émancipation. Fortement lié à la Réforme. Révolte écrasée par les forces réactionnaires catholiques et les gouvernements protestants.
- Annexion progressive de l'Alsace et de la Lorraine par la France : 1648 (traités de Westphalie : sud de l'Alsace), 1681 (Capitulation de Strasbourg), 1697 (traité de Ryswick : installation d'un intendant royal pour l'Alsace sauf Mulhouse et l'Alsace Bossue), 1766 (Lorraine devient définitivement française sauf le Comté de Créhange), 1793 (Alsace Bossue et Comté de Créhange) et 1798 (Mulhouse). Relative autonomie de l'Alsace et de la Lorraine sous la monarchie française.
- 1789 : Révolution française, engouement au départ des Alsaciens pour la Révolution, surtout les élites bourgeoises protestantes. Durs combats autour de Strasbourg et dans la Meuse face aux troupes austro-prussiennes. Sentiments mitigés de la population face à la « Terreur » menée par Le Bas et Saint-Just en Alsace. Ralliement plus franc à la République en Lorraine sauf parties germanophones.
- Deux conséquences majeures de la Révolution : fin de la relative autonomie de l'Alsace et de la Lorraine sous la monarchie et début de la politique d'assimilation française.

I. La naissance de la classe ouvrière en Alsace-Lorraine

- Révolution industrielle commence à changer le visage de l'Alsace et de la Lorraine dans la première moitié du XIX^{e} siècle : émergence de grands centres industriels comme à Mulhouse (textile, chimie, métallurgie) et dans le Haut-Rhin en général. Bas-Rhin à la traîne. Essor de l'industrie minière (fer puis plus tard le charbon) et métallurgique en Moselle. Reste de la Lorraine peu concerné.
- Rôle des grandes familles d'industriels comme les De Wendel en Moselle ou les Schlumberger et De Dietrich en Alsace.

- Émergence d'une classe ouvrière dans ces régions dès le milieu du XIX^{e} siècle.
- Malgré quelques grèves et émeutes dans les campagnes fortement réprimées par la troupe, la classe ouvrière peine à se révolter en Alsace et en Lorraine germanophone pour une raison simple : la très grande majorité des ouvriers ne parlent que l'allemand ou le dialecte et comprennent très mal le français. De langue et de culture germanique, ces ouvriers sont isolés et désarmés, alors que les bourgeois et le clergé sont majoritairement francophones et n'ont aucun problème à s'intégrer dans le système capitaliste. Rôle important également du paternalisme (très fort à Mulhouse) qui « endort » les ouvriers.

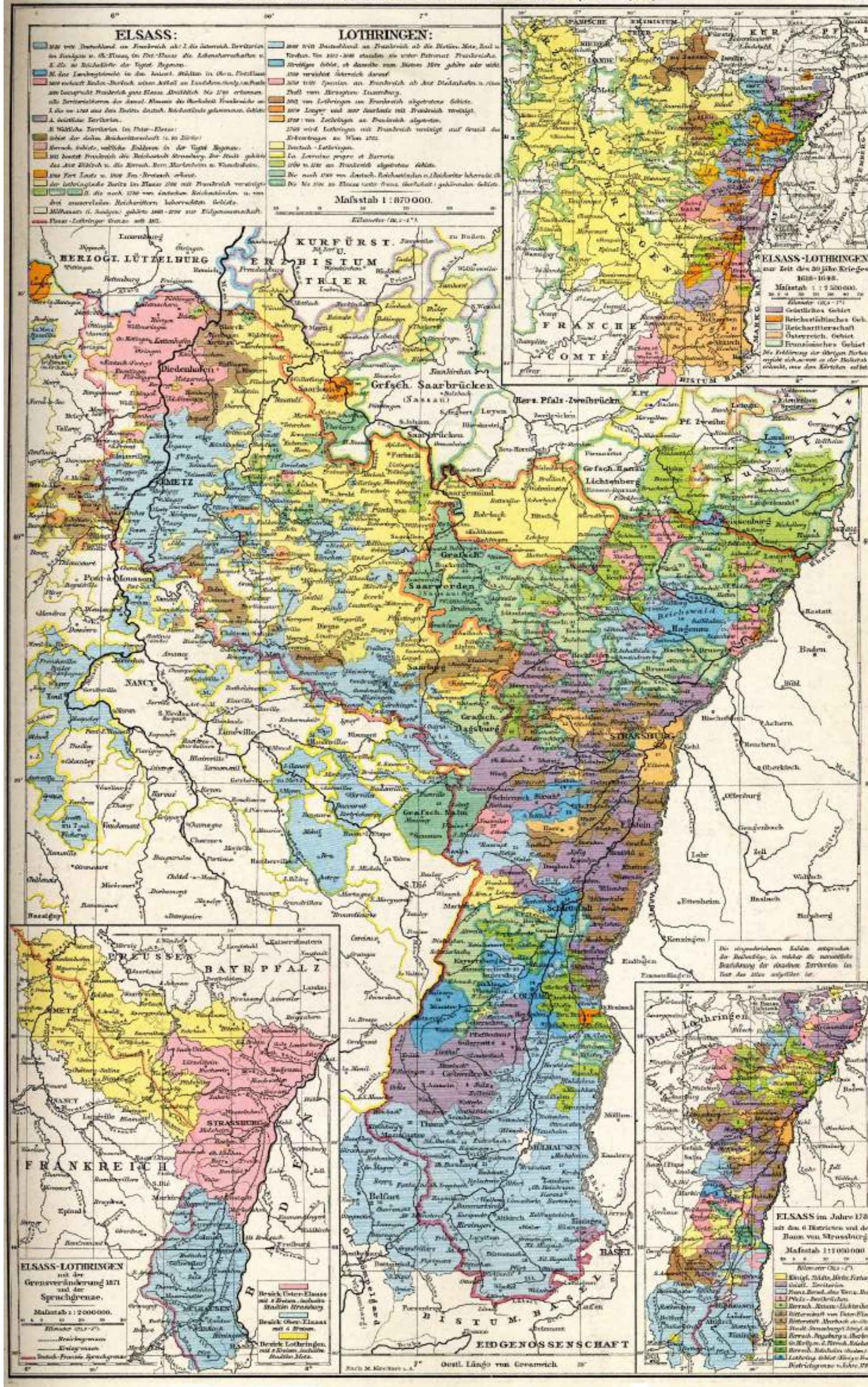
Vue perspective d'une partie des cités ouvrières de Mulhouse. — Dessin de Lancelot.

- Problème linguistique et culturel qui perdurera jusqu'à la fin de la Seconde Guerre mondiale, voir jusqu'aux années 1960-1970.
- 1869 : premières ébauches d'organisations marxistes en Alsace. Création d'une Section de l'internationale ouvrière. Grandes grèves en juillet 1870, rôle très important joué par les métallurgistes.

Groupe de mineurs ayant creusé le puits de la mine de charbon de L'Hôpital (Spittel - Moselle) vers 1870

II. Le développement du socialisme jusqu'à la Première Guerre mondiale

- Victoire des armées allemandes sur la France en 1871.
- Par le traité de Francfort, l'Alsace, une partie de la Lorraine (c'est-à-dire un morceau des départements de la Meurthe et de la Moselle à majorité germanophones), moins le futur Territoire-de-Belfort, sont données par la France au tout nouvel Empire allemand en guise de dédommagement de guerre. On parle maintenant de *Reichsland Elsaß-Lothringen* (« Terre d'Empire » d'Alsace-Lorraine).

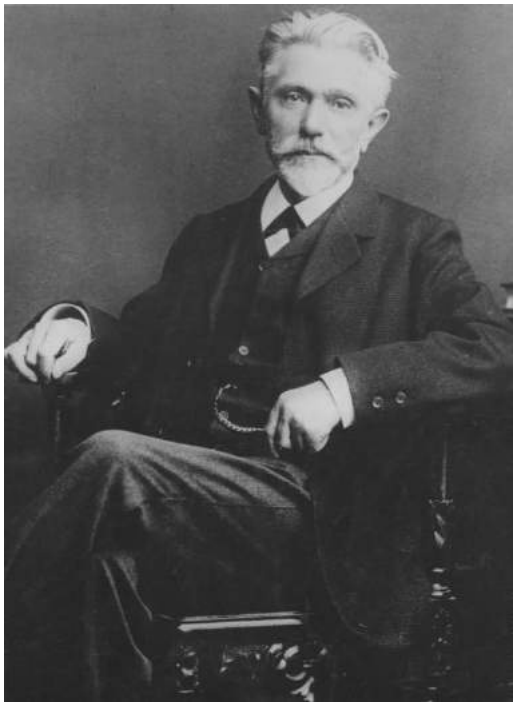

ELSASS:
LOTHRINGEN:
Mafsstab 1 : 870 000
KURFÜRST. ERZBISTUM TRIER
HERZOGL. LÜTZELBURG
Grfsch. Saarbrücken
Diedenhofen
METZ
NANCY
Grafsch. Saarwerden
Grafsch. Salm
STRASSBURG
COLMAR
MÜLHAUSEN
Belfort
BASEL
BISTUM BASEL
EIDGENOSSENSCHAFT
Baden
Rastatt
FRANCHE COMTÉ
ELSASS-LOTHRINGEN zur Zeit des 30 jähr. Krieges 1618-1648.
FRANKREICH
BAYR. PFALZ
ELSASS-LOTHRINGEN mit der Grenzveränderung 1871 und der Sprachgrenze.
Mafsstab 1 : 2 000 000.
ELSASS im Jahre 1789
Mafsstab 1 : 7 000 000
Oestl. Länge von Greenwich

- Avant 1890 situation difficile pour le mouvement ouvrier en Alsace-Lorraine. Dès février 1876 le « paragraphe de la dictature » est utilisé en Alsace-Lorraine par le *Statthalter* (gouverneur) pour interdire toute activité de la *Sozialistische Arbeiterpartei Deutschlands* (Parti socialiste des travailleurs d'Allemagne), il restera en vigueur jusqu'en 1902 afin de museler la presse et les activités socialistes. En mai 1878 les *Sozialistengesetze* (lois anti-socialistes) interdisent toute activité socialiste jusqu'en 1890 dans l'Empire.
- De plus, la question nationale et le statut de l'Alsace-Lorraine monopolisent le débat politique et masquent 20 ans de lutte des classes.
- 1890 : première organisation socialiste légale en Alsace-Lorraine à Mulhouse et obtient son premier élu. Création de la SPD (*Sozialistische Partei Deutschlands* – Parti social démocrate d'Allemagne).
- Après 1890 la SPD devient très forte en Alsace-Lorraine. Ils réalisent 31,8 % des voix en 1912 à l'élection au Reichstag. En revanche seulement environ 5000 adhérents dans le Reichsland, assez peu face au million d'adhérent dans toute l'Allemagne.

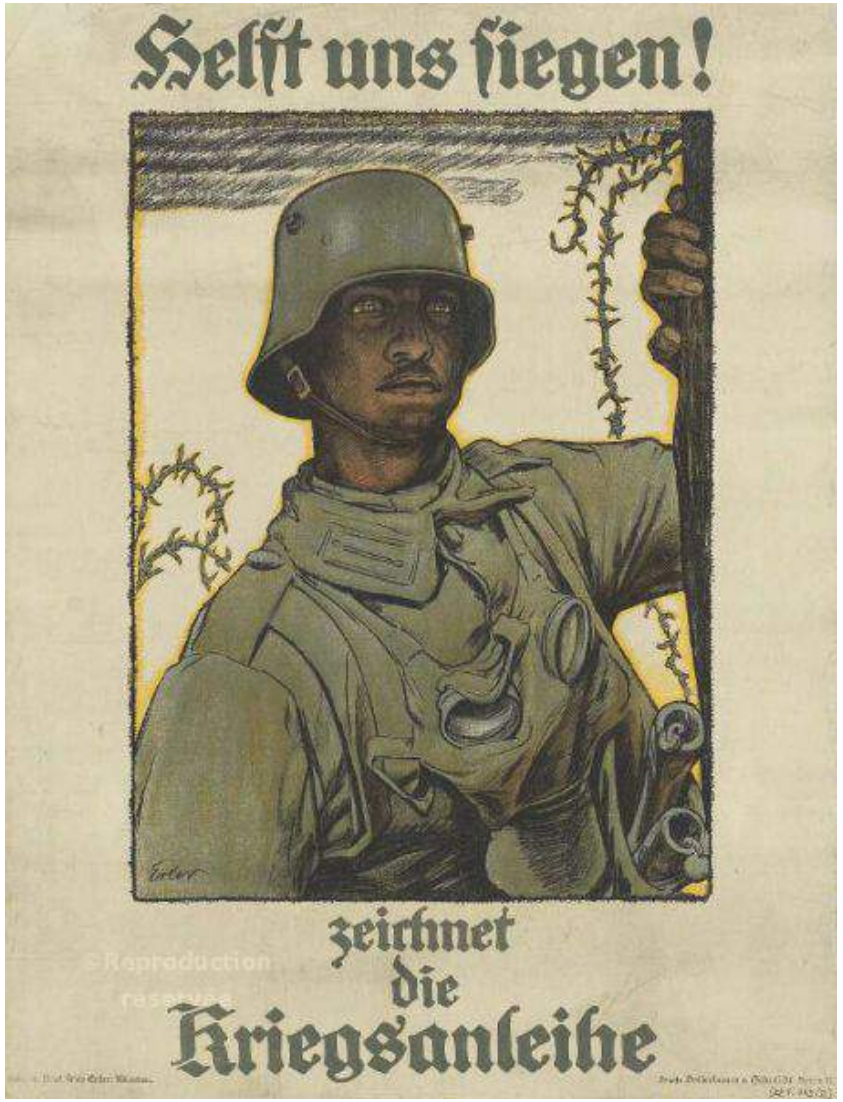
Landtag du *Reichsland Elsaß-Lothringen* (Actuel TNS) à Strasbourg

- Grand rôle des syndicats en Alsace-Lorraine, relais de la SPD, 26 000 cotisants soit 10 % des travailleurs alsaciens. Pas de séparation entre syndicats et parti comme en France, ce qui sera une constante jusque dans les années 1980. Centrale allemande *Freie Gewerkschaften* (Syndicats libres).
- Faiblesse financière de la SPD locale qui survit grâce aux subsides de Berlin et à l'apport de cadres.

August BEBEL, élu de la SPD en Alsace-Lorraine. Devient président de la SPD en 1900



- Guerre éclate en août 1914. Mouvement socialiste complètement désorganisé. Alsaciens-Lorrains mobilisés dans l'armée allemande.



III. Alternance France/Allemagne, scission communiste et « malaise alsacien »

- 11 novembre 1918 : fin de la Première Guerre mondiale. Les troupes françaises commencent à revenir en Alsace-Lorraine.
- À l'image de la Révolution de novembre en Allemagne, des comités d'ouvriers, de paysans et de soldats se créent en Alsace-Lorraine. En réalité la grande majorité de ces conseils sont composés de soldats et de marins revenant du front.
- Le 10 novembre la République des Conseils est proclamée à Strasbourg par le socialiste Jacques Peirotes.

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale et universitaire de Strasbourg

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale et universitaire de Strasbourg

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale et universitaire de Strasbourg

« Ni Allemands, ni Français, ni neutre, vive le socialisme international ! »
Devise du Soviet de Strasbourg

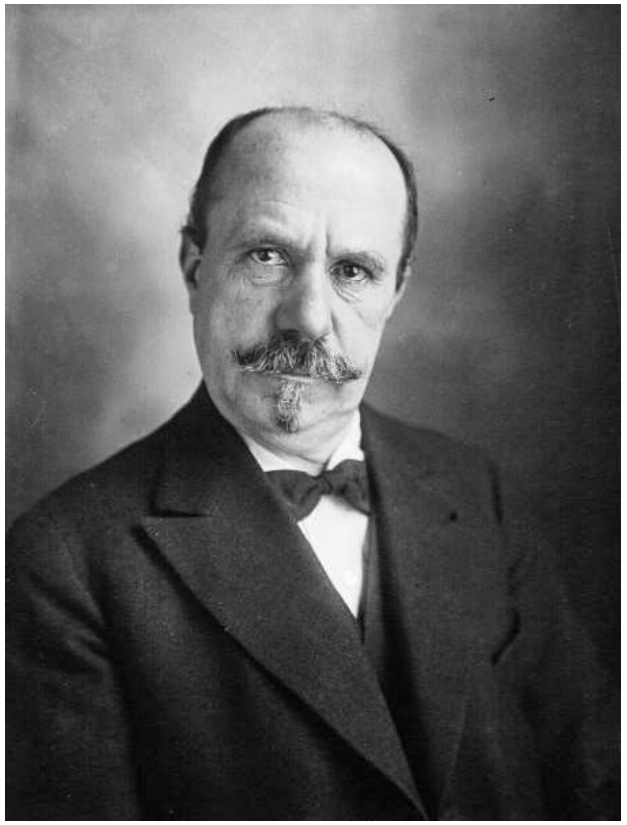
Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale et universitaire de Strasbourg

- Le 22 novembre 1918 les troupes françaises entrent dans Strasbourg. Le fin du « Soviet » est sonnée.
- Pas la même chanson de l'autre côté du Rhin. Les révolutionnaires puis les spartakistes sont écrasés par les Corps francs soutenus par l'aile droite de la SPD et notamment par le premier président de la République de Weimar, Friedrich Ebert. Assassinat de Rosa Luxemburg et de Karl Liebknecht. Fondation de la KPD (*Kommunistische Partei Deutschlands* – Parti communiste d'Allemagne) en janvier 1919.

Karl LIEBKNECHT et
Rosa LUXEMBURG

- SPD d'Alsace-Lorraine adhère à la SFIO (Section française de l'Internationale ouvrière) et la plupart des syndicats sociaux-démocrates adhèrent à la CGT (Confédération générale du travail).
- Le socialiste Jacques Peirotes est élu maire de Strasbourg en 1919. Dernier maire allemand et premier maire français de la Ville.
- 1er Congrès après-guerre de la SFIO à Strasbourg en février 1920. Deux tendances majeures : réformiste (sortie de la IIe Internationale mais pas d'adhésion à la IIIe Internationale communiste) et révolutionnaire (adhésion à l'Internationale communiste). Tendances se retrouvent en Alsace-Lorraine : Peirotes réformiste et Charles Hueber révolutionnaire.
- Fondation de la SFIC (Section française de l'Internationale communiste) au Congrès de Tours en décembre 1920.
- Volonté de rupture avec la IIe Internationale qui a soutenu la guerre et deux autres raisons particulières à l'Alsace-Lorraine : beaucoup de soldats ont combattus sur le front de l'est et sont influencés par la révolution bolchevique en Russie, puis les grandes grèves des années 1919-1920 sont très dures en Alsace-Lorraine, plus qu'en France de l'intérieur. Réformistes comme Eugène Imbs (secrétaire de la CGT dans la région, réformiste) veulent mettre fin aux grèves le plus vite possible au contraire des révolutionnaires. Fort sentiment de trahison.

- SFIO d'Alsace-Lorraine périclite. Grande majorité des adhérents dans le Bas-Rhin et en Moselle se prononcent pour la motion « Cachin-Frossard », résultat plus mitigé dans le Haut-Rhin (moitié-moitié).
- Fédération du Bas-Rhin de la SFIC très forte avec 4600 adhérents sur 6100 adhérents en Alsace. Une des premières fédérations de France derrière la Seine et le Nord.
- Rôles importants de plusieurs militants dans l'adhésion à l'Internationale communiste, mais peu de bonzes de la SFIO rejoignent la SFIC, surtout mouvement de fond de la base des militants. Quelques exemples tout de même : dans le Bas-Rhin Charles Hueber (secrétaire de la fédération de la SFIO) ; en Moselle Frédéric Knecht ; dans le Haut-Rhin Louis Kuntz (premier secrétaire de la fédération du Haut-Rhin, contribue à l'adhésion des Jeunesses socialistes d'Alsace-Lorraine à la IIIe Internationale) et Ernest Altenbach.
- Division de la CGT à la fin 1921 : création de la CGT-Unitaire, proche de la SFIC, jusqu'en 1936 où la CGT et la CGTU fusionneront.



Jacques
PEIROTES

Charles
HUEBER

Den Lothringischen Eisenbahnern!

Sonntag, den 5. Oktober, nachm. 3 Uhr,
in der *Turnhalle Montigny*, rue du Général-Pougin,

Grosse öffentliche Versammlung

Kamerad Zirnheld

Vorsitzender der unabhängigen Syndikate in Paris

spricht über das Thema:

Warum verlassen wir die C. G. T.?

Kameraden, kommt zahlreich zu dieser ersten öffentlichen Versammlung des *unabhängigen Eisenbahnersyndikats von Lothringen.*

Kommt und stärkt unsere Reihen!

Lothringer, Elsässer, vorwärts für unseren Beruf, für Frankreich!

[Ein Kamerad aus unserem Syndikat wird ein Referat in deutscher Sprache übernehmen.]

Der Vorstand des „Syndicat indépendant".

- Charles Hueber élu secrétaire de la fédération du Bas-Rhin de la SFIC en janvier 1921.
- Lutte contre l'occupation de la Ruhr par les troupes franco-belges en 1923. Grande mobilisation en Alsace-Lorraine. Hueber emprisonné plusieurs mois avec Marcel Cachin (directeur de l'*Humanité*) notamment.
- 1925 : changement d'attitude du PCF en Alsace-Lorraine. Fin du suivi de la ligne nationale et renforcement des positions sur la question d'Alsace-Lorraine.
- Organisation d'un Congrès ouvrier et paysan d'Alsace-Lorraine à Strasbourg en septembre 1925 et présidé par le communiste Joseph Mohn. Présence notable de Maurice Thorez pour le CC (Comité central) du PCF.

Extrait de la position du PCF rédigée suite au Congrès ouvrier et paysan d'A-L à Strasbourg :

« Le PCF sait très bien qu'à l'oppression du prolétariat, des paysans et des masses laborieuses par les capitalistes il convient d'ajouter l'oppression nationale de la population d'A-L par l'impérialisme français. […] En 1918, après la guerre, le sort de l'A-L n'a été décidé que par la force des armes. Personne n'avait demandé son avis à la population. […] Jour après jour, l'indignation s'élève contre l'oppression nationale |…] Et les masses populaires d'A-L, aujourd'hui encore confusément, commencent à revendiquer leur droit à l'autodétermination. […] Le PCF soutient sans réserve le droit à la libre disposition des masses populaires d'A-L, jusques à la complète séparation d'avec la France si elles en décident ainsi. C'est pourquoi le PCF demande un référendum donnant à tous les opprimés la possibilité d'exprimer leur volonté sans subir l'influence de la puissance des forces financières et industrielles. C'est pourquoi le PCF demande que le référendum soit précédé de l'évacuation de l'A-L par les autorités civiles et militaires françaises et qu'il soit contrôlé par des hommes et des femmes de la classe ouvrière et de la paysannerie. […] En attendant le PCF exige :

– l'utilisation dans l'administration, dans la justice et dans l'enseignement de la langue de la majorité de la population d'un même endroit

– le retrait des fonctionnaires français

– la suppression immédiate des impôts extraordinaires en A-L

– le droit pour les soldats alsaciens-lorrains d'effectuer leur service militaire en A-L

– l'autonomie administrative »

- Summum du « Malaise alsacien » de l'après-guerre. Même sentiment qu'en 1871, incompréhension envers la puissance « occupante ».
- Unité d'action avec les cléricaux et les autonomistes décidée en 1926. Signature du manifeste du *Heimatbund* (« Union de la patrie ») avec les autonomistes de tous bords politiques (droite cléricale, extrême-droite germanophile, etc.). Rapprochement de plus en plus fort avec les milieux autonomistes.
- Point de non-retour atteint en mai 1929 où Charles Hueber est élu maire de Strasbourg grâce au soutien des cléricaux et des autonomistes d'extrême-droite.
- Surnom de « *Herz-Jesu-Kommunisten* » (Communistes du Sacré-Cœur de Jésus) donné aux communistes alsaciens-lorrains. Pas anodin, ne pas minimiser le rôle des clergés et de la religion dans la politique jusque dans les années 1960. Cléricaux préfèrent soutenir les communistes autonomistes face aux socialistes « athées » et jacobins.
- PCF condamne ces alliances. Période de la stratégie « classe contre classe », c'est-à-dire aucune alliance avec les partis bourgeois. Hueber et ses proches (notamment Jean-Pierre Mourer) sont exclus du PCF en juillet-août 1929. Un millier d'adhérents d'Alsace-Lorraine (surtout à Strasbourg et Colmar) suivent Hueber dans la dissidence. En août 1929, il ne reste plus que 8 adhérents au PCF « moscoutaire » à Strasbourg.

Nouvel échec de l'impérialisme français en Alsace-Lorraine

Notre camarade Hueber est élu maire de Strasbourg à la place du social-chauvin Peirotes

Strasbourg, 22 mai. — (*Humanité.*) — Le Conseil municipal de Strasbourg, dans lequel siègent onze communistes et quelques autonomistes, s'est réuni, hier, pour élire son maire et ses adjoints. Le socialiste Peirotes, maire sortant, n'a obtenu que 4 voix, et le réactionnaire Haug, 7 voix.

Notre camarade Charles Hueber, ancien député du Bas-Rhin, conseiller général de Strasbourg, a obtenu 18 voix et est élu maire de Strasbourg.

Ont été élus adjoints, les camarades Ernest Haas, rédacteur à l' « Humanite de Strasbourg », et ancien député du Landtag d'Alsace-Lorraine.

Les autres postes d'adjoints au maire sont occupés par les autonomistes Heil Klein, Koessler et le député Michel Walter.

La fraction communiste avait proposé comme maire l'autonomiste Roos, actuellement emprisonné à Besançon pour « complot contre l'Etat ». Le Dr Roos a refusé, afin de ne pas entraver le fonctionnement de la mairie de Strasbourg.

L'élection de notre camarade Hueber comme maire de Strasbourg marque un nouvel échec de l'impérialisme français en Alsace-Lorraine.

L'Humanité,
23 mai 1929

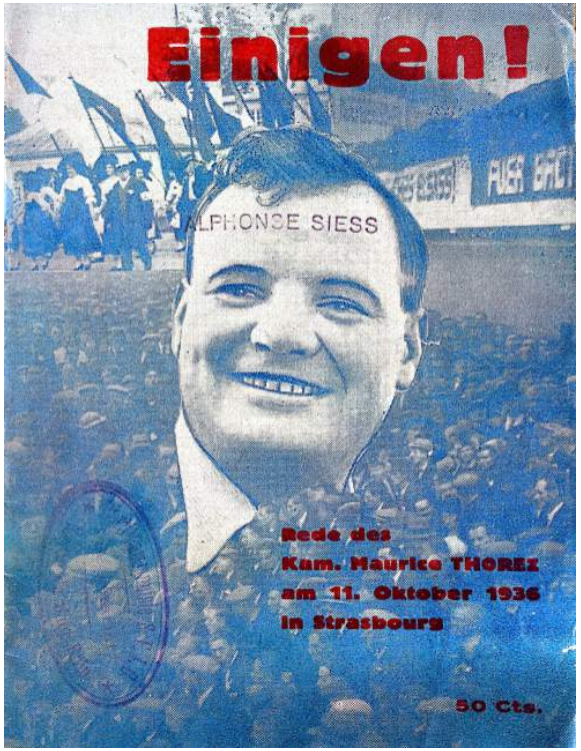
Jean-Pierre MOURER

« L'autonomisme, qu'il soit clérical ou communiste, ne mène qu'à la guerre. Le socialisme mène à la paix ! »

« Jusqu'en 1929 le Parti communiste a été dirigé par des opportunistes, comme Hueber le modèle du petit-bourgeois social-démocrate alsacien, et par des aventuriers comme le traître Mourer. », François BILLOUX [Billoux a été nommé en 1931 par le PCF instructeur en Alsace-Lorraine pour réorganiser le parti après la scission de Hueber]

- Hueber et Mourer fondent la KP-O (*Kommunistische Partei-Opposition*) d'Alsace-Lorraine. Affiliée à l'IVKO (*Internationale Vereinigung der Kommunistischen Opposition* - Union internationale de l'opposition communiste), qui rassemble des organisations opposés à la stratégie « classe contre classe » prônée par le Komintern. Parti devient très vite un groupuscule et a dès 1936 une position ouvertement pro-nazie. Hueber et Mourer collaboreront avec les nazis, le premier mourra en 1943 et le second sera fusillé en 1947 pour collaboration.
- Sous l'impulsion de Georges Wodli, Philippe Heiligenstein ou encore Frédéric Fassnacht, le PCF se reconstruit peu à peu.
- 1934 : changement de stratégie opéré par le Komintern, fin de « classe contre classe » et début de la formation de Fronts populaires, avec notamment les socialistes.
- Changement également dans le discours du PCF sur la question d'Alsace-Lorraine : il n'est plus question d'autodétermination du peuple alsacien-lorrain mais d'unité des peuples d'Alsace et de Lorraine avec le peuple de France face au péril fasciste, comme le dit Maurice Thorez à Strasbourg en 1936.
- Après l'accession au pouvoir d'Adolf Hitler en 1933 en Allemagne, Strasbourg devient la plaque tournante du Secours rouge international (principalement animé par des femmes) qui organise l'accueil des réfugiés allemands du nazisme, estimés à plus de 100 000. De même lors de la Guerre d'Espagne, la ville sera un grand centre de recrutement pour les Brigades internationales. Par ailleurs, plus de 200 volontaires partiront de Strasbourg en novembre 1936 et seront intégrés dans le bataillon allemand Thälmann (du nom du secrétaire général du KPD déporté par les nazis en 1933) car étant plus germanophones que francophones.

Adolphe LOW, réfugié à Strasbourg après 1933, membre des Brigades internationales, résistant FTP, militant de l'ANRAC à Strasbourg après 1945, membre du PCF



Grèves très violentes en 1933 à Strasbourg. 150 blessés sur le Pont du Corbeau

- En 1936, le Front Populaire prend plutôt mal en Alsace-Lorraine. Questions confessionnelles et des querelles avec les socialistes minent la volonté d'union. Malgré tout, forts progrès électoraux du PCF dans la région. Forte réaction contre le Front Populaire surtout en Lorraine où l'extrême-droite de tous horizons (« droite nationale » comme le Parti social français – ex-Croix de feu du Colonel de La Rocque –, francistes, royalistes, fascistes, cléricaux, etc.) se constitue en un « Front lorrain » contre le Front Populaire et le communisme.
- Mars 1936 : réunion de la CGT et de la CGTU.
- Un seul élu PCF aux élections législatives de 1936 : Alfred Daul, cheminot.
- Grand mouvement de grève en Alsace-Lorraine de mai à juillet 1936, mais surtout à partir de juin.
- La ferveur du Front Populaire s'essouffle très vite à la fin de l'année 1936.
- Les accords de Munich en 1938 et la signature du pacte germano-soviétique enterrent définitivement ce Front Populaire et sa dynamique.

Maurice THOREZ, Alfred DAUL et Marcel CACHIN en meeting à Strasbourg en 1936

Photos des grèves de 1936 à Sarreguemines (Moselle - en haut) et à la papeterie de la Robertsau

HITLER VEUT L'ALSACE

Karl Hermann Frank
Stellvertreter Konrad Henleins
Abgeordneter der Sudetendeutschen Partei
im tschechoslowakischen Parlament

Monsieur

joint

Ceci est la reproduction de la couverture d'une brochure de KONRAD HENLEIN envoyée par son lieutenant KARL HERMANN FRANK à des personnalités françaises.

LA PREUVE

Dans "MEIN KAMPF" Hitler a exposé son plan :
"ISOLER LA FRANCE" pour mieux "ABATTRE LA FRANCE"

POUR EMPÊCHER HITLER D'EXÉCUTER CE PLAN

il faut mettre EN PRISON les agents de Hitler en France, les CAGOULARDS assassins de Français, et dissoudre EFFECTIVEMENT les ligues factieuses reconstituées;
il faut RÉTABLIR LE LIBRE COMMERCE avec L'ESPAGNE RÉPUBLICAINE, c'est à dire revenir au droit international, comme le prévoit le programme du Front populaire, afin de permettre aux ESPAGNOLS de rester MAÎTRES CHEZ EUX et pour que la FRANCE n'ait pas à se défendre sur une 3ème FRONTIÈRE

POUR LA PAIX FRANÇAIS, UNISSEZ-VOUS !

LISEZ L'HUMANITÉ, 138, Rue Montmartre Paris 2e, vous saurez la VÉRITÉ

Adhérez au PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS 44, rue Le Peletier - PARIS - IXe

Source gallica.bnf.fr / Bibliothèque nationale de France

IV. L'annexion nazie et ses conséquences

- Presse communiste interdite par le gouvernement Daladier en août 1939 et le PCF est interdit en septembre en raison de la signature du pacte germano-soviétique. Forte répression du gouvernement français, beaucoup de dirigeants sont arrêtés et emprisonnés. PCF condamné dès septembre 1939 à la clandestinité.
- Nombreux communistes alsaciens-lorrains mobilisés dans l'armée française. Beaucoup sont également évacués vers le centre de la France car proches de la frontière allemande, ou tout simplement arrêtés et incarcérés.
- À l'arrivée des nazis, PCF et CGT en Alsace-Lorraine totalement désorganisés.
- Annexion de fait de l'Alsace-Moselle au *Reich* par les nazis en juin 1940. Situation différente du reste de la France occupée par les nazis (« zone occupée ») et administrée par le gouvernement de Vichy (« zone libre »). L'appareil nazi met en place une politique d'assimilation brutale, l'Alsace est rattaché au *Gau* du Bade, dirigé par le *Gauleiter* Robert Wagner, et la Moselle est rattaché au *Gau Westmark* (avec la Sarre et le Palatinat) dirigé par le *Gauleiter* Joseph Bürckel.

« Dehors le bordel français ! »

HITLER, avec le *Gauleiter* WAGNER à sa droite, visite Strasbourg le 28 juin 1940

- La résistance face à l'envahisseur nazi débute dès juillet 1940 en Alsace-Moselle. Bien avant le début de l'opération Barbarossa en juin 1941.
- Résistance communiste en Alsace-Moselle ne tire pas sa raison d'être dans le patriotisme anti-allemand comme dans le reste de la France mais repose sur une base anti-fasciste et internationaliste.
- Résistance très compliquée en Alsace-Moselle puisque la région est totalement coupée du reste de la France. Acheminement d'aide très difficile et hostilité très forte des autres groupes de résistants anticommunistes. Ne ressemble pas à la résistance française, pas de comparaison possible.
- Seul lien avec l'extérieur le communiste Georges Wodli, délégué interrégional du CC clandestin pour l'Alsace-Lorraine. Organise les mouvements de résistance.
- Foyers de résistance vers Basse-Yutz, Montigny-les-Metz, Sarreguemines, Bischheim, Mulhouse. En clair les centres où le PCF et la CGT étaient très forts avant-guerre.
- Grand rôle des cheminots, des mineurs et des métallurgistes dans la résistance : groupe Mario dirigé par Jean Burger en Moselle et le réseau Wodli en Alsace.
- Actions diverses des résistants : propagande politique (tracts, graffitis, orale), sabotages et surtout le sabotage ouvrier très efficace.

Georges WODLI
et Jean BURGER
(Mario)

DÉCLARATION DU PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS (S.F.I.C.)
A PROPOS
DE L'ANNEXION DE L'ALSACE PAR L'ALLEMAGNE

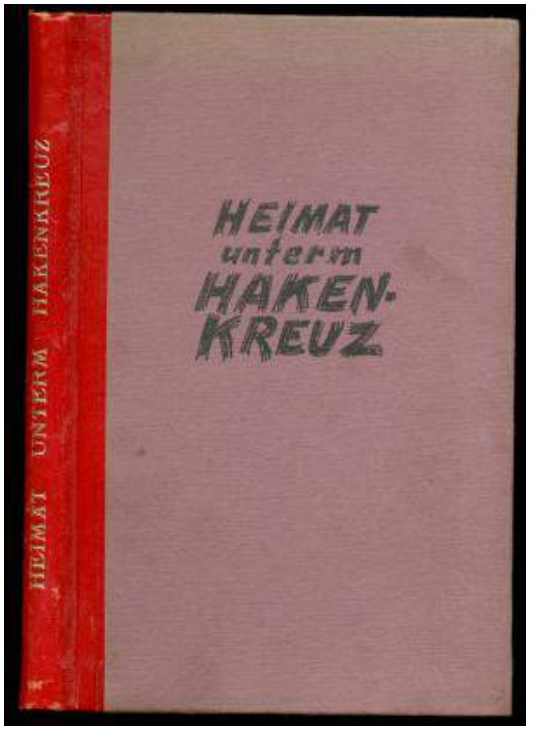
LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS
(S.F.I.C.)
Novembre 1940.

POUR LE DROIT DES PEUPLES COLONIAUX
A DISPOSER LIBREMENT D'EUX-MÊMES

6.000 ANNAMITES ASSASSINES
EN INDO-CHINE SUR L'ORDRE
DES TRAITRES DE VICHY

- Dans les tracts et dans l'*Humanité d'Alsace-Lorraine* clandestine en 1940 changement de position sur la question d'Alsace-Lorraine : l'autodétermination des Alsaciens-Lorrains est à nouveau revendiquée et ils parlent d'une Alsace libre et indépendante.
- Nazis mènent une politique de répression sanglante : arrestations et déportations (notamment au camp de « rééducation » de Schirmeck) sont quasi quotidiennes. Grandes rafles de communistes en 1942 jusqu'en 1944 : Wodli arrêté en octobre 1942 (torturé dans les locaux de la Gestapo rue Sellénick à Strasbourg, il meurt le 1er ou le 2 avril 1943). Les réseaux ne sont plus capables de mener des actions.
- Groupe Mario décapité fin 1943-début 1944, Burger arrêté en septembre 1943 (après avoir été torturé dans les locaux de la Gestapo de Metz, il est finalement déporté à Dachau puis à Dora-Nordhausen où il meurt de ses blessures après le bombardement du camp le 3 avril 1945). Les morts se comptent en centaines pour les résistants communistes.
- L'Alsace-Moselle est libérée par les Alliés de la fin 1944 au début 1945 après de très durs combats face aux Allemands.
- Le PCF et la CGT ressortent très amoindris de la Seconde Guerre mondiale.

« Dehors le bordel boche ! »



V. Quelle évolution du mouvement dans l'immédiate après-guerre ?

- PCF auréolé du prestige de la Résistance : parti des 75 000 fusillés. Le PCF se renforce après-guerre, par exemple de 2500 adhérents après le Front populaire, le PCF du Bas-Rhin passe à 3770 adhérents à la sortie de la guerre.
- Fin du PCF d'Alsace-Lorraine, le parti se structure désormais en fédérations départementales. Émergence de nouvelles figures d'anciens et de nouveaux militants résistants : avec les anciens Marcel Rosenblatt (qui rentre de quatre ans de déportation à Dachau et devient secrétaire fédéral du Bas-Rhin) et Léonard Keim, Alphonse Boosz, René Fiedel ou Georges Martin remontent le parti dans le Bas-Rhin ; Albert Lanz dans le Haut-Rhin ; en Moselle c'est Pierre Muller (qui rentre également de trois ans de déportation à Dachau et Buchenwald), Paul Entzmann, Édouard Meyer et bien d'autres qui s'attellent à la tâche.
- Résultats électoraux de l'immédiate après guerre sont excellents. Meilleurs résultats de l'histoire du PCF. Dans le Bas-Rhin aux élections municipales de 1945, 5 mairies deviennent communistes (Bischheim, Bischwiller, Gresswiller, Lingolsheim et Ostwald). La Moselle reste le département où le vote communiste est le plus fort des trois départements.

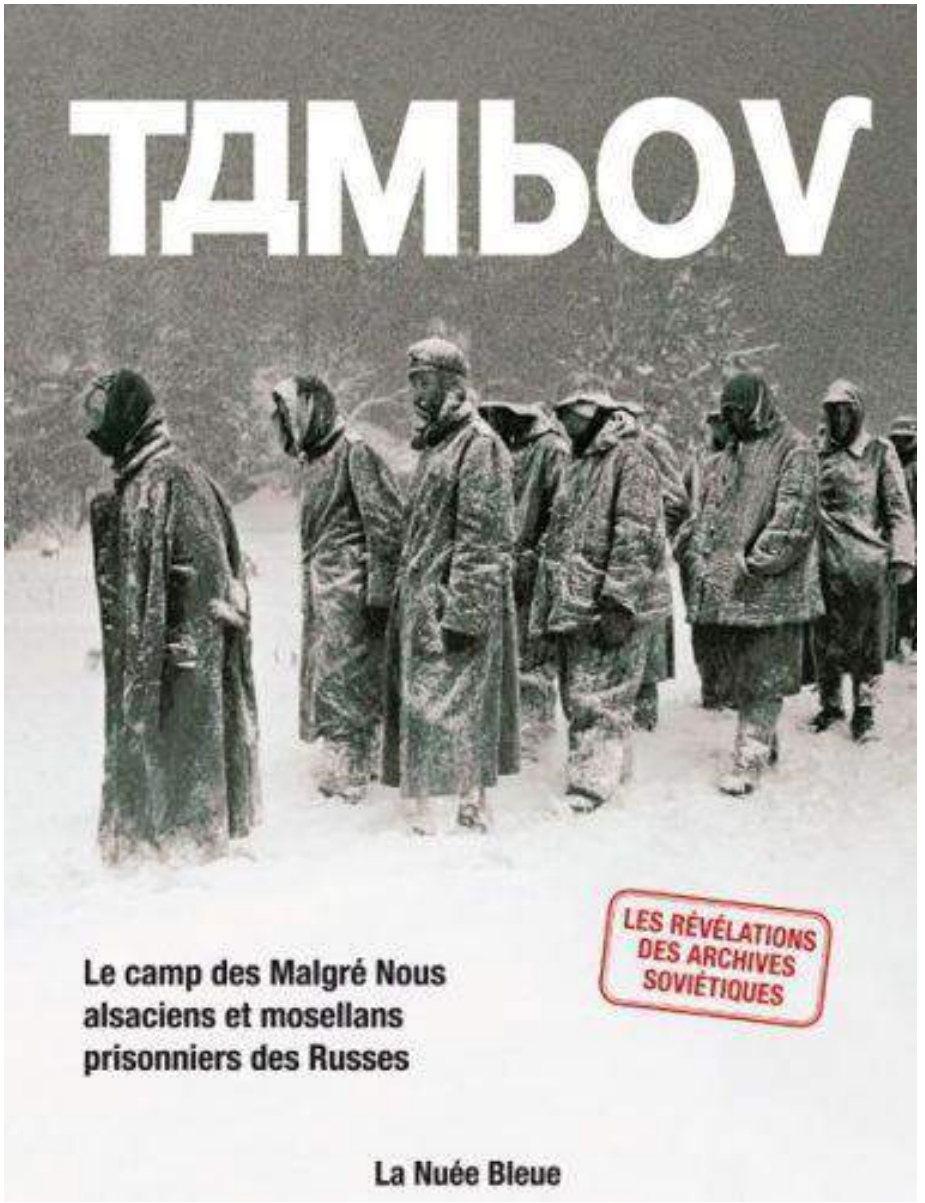
Marcel
ROSENBLATT

Pierre MULLER

- Question des Malgré-nous très délicate pour le PCF en Alsace-Moselle. En août 1942, les nazis décident d'incorporer dans leur armée les hommes alsaciens-mosellans, puisque les campagnes d'engagement volontaire ont été un échec et l'Allemagne hitlérienne a besoin de troupes. Environ 130 000 Alsaciens-Mosellans ont combattu dans celle-ci, principalement sur le front de l'est face aux Soviétiques. 40 000 morts et disparus. Sans oublier les femmes (Malgré-elles) et les hommes restés en Alsace-Moselle, forcés pour la plupart à intégrer les organisations nazies puis à la fin de la guerre des unités combattantes (défense passive, DCA, *Volkssturm*, etc.).
- Véritable drame pour ces Malgré-nous. Beaucoup faits prisonniers par les Soviétiques et subissent les mêmes conditions de détention très dures que les Allemands et notamment les Waffen-SS, célèbre camp de Tambov où 10 000 de ces enrôlés de force sont détenus. Les derniers prisonniers ne rentrent en Alsace-Moselle qu'en 1955.
- Épisode du procès de Bordeaux en janvier 1953 où la justice française veut juger les responsables du massacre d'Oradour-sur-Glane perpétré par les SS de la division *Das Reich* composé de Malgré-nous alsaciens-mosellans et également de quelques volontaires. Les Britanniques refusent d'extrader les officiers SS de la division, seuls les Alsaciens – et quelques subalternes allemands – seront jugés et condamnés aux travaux forcés. Incompréhension totale en Alsace-Moselle. Quelques mois plus tard les condamnés sont amnistiés, le PCF y sera farouchement opposé par sa volonté inébranlable d'une épuration totale. Rupture avec la majorité de l'opinion alsacienne-mosellane et prolifération de l'anticommunisme.

Livre de propagande (1942)

« Alsaciens, le front vous appelle ! »



Conclusion

- Législatives d'octobre 1945 marquent le commencement du déclin électoral du PCF en Alsace-Moselle, malgré une très forte implantation locale.
- Mouvement communiste très touché par les événements de Hongrie en 1956. Appartement de Marcel Rosenblatt saccagé par des étudiants de droite, locaux et imprimerie de l'*Humanité d'Alsace-Lorraine* de même.
- Long déclin du PCF jusqu'à la dislocation de l'URSS touche également l'Alsace-Moselle. Gaullisme très fort dans la région. Fin progressive des revendications particulières à l'Alsace-Moselle vont totalement déconnecter le parti des masses.
- Eurocommunisme et « refondation » toucheront très durement les structures communistes au début des années 2000 et nous en subissons toujours les conséquences.